

*Le budget—M. Keeper*

joindre les deux bouts. Le gouvernement devrait utiliser le temps à sa disposition pour réfléchir à la question et laisser parler son cœur lorsqu'il aura l'occasion de repenser à ce qu'il tente de faire.

Je le répète, cela fait déjà un certain temps que le budget a été présenté à la Chambre, et j'ai dû l'examiner à nouveau pour voir exactement de quoi il retourne. Après m'être penché sur certaines de ses dispositions, j'en suis venu à la conclusion qu'il visait à maintenir le statu quo. Il ne renferme aucune initiative importante. On prend fort peu de mesures. Ainsi, il n'est pas surprenant que j'en aie oublié le contenu. Le budget montre que le gouvernement s'inquiète fort peu de la famille moyenne canadienne, des régions les plus durement frappées et des pauvres, qu'ils vivent au Canada ou dans le tiers monde.

Je voudrais m'attarder davantage sur mes conclusions. Je tiens à préciser ce que seront, selon moi, les répercussions de ce budget. Quelles mesures le gouvernement aurait-il pu prendre au lieu de ne rien faire? Pouvons-nous nous permettre d'agir? Avons-nous l'argent voulu pour prendre certaines des mesures qui s'imposaient, selon moi? Pour commencer, ce budget ne vise qu'à maintenir le statu quo, à mon avis, car il ne fait que très peu ou rien du tout pour la famille canadienne moyenne. Je pense qu'il convient de remarquer que depuis deux ans, sous un gouvernement conservateur, la famille canadienne moyenne ne cesse de payer davantage d'impôts. En fait, depuis deux ans, ses impôts ont augmenté de quelque 1 350 \$, et à l'heure actuelle, elle paie donc chaque année 1 350 \$ de plus qu'avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement. Il est évident que la majorité de Canadiens qui a élu ce gouvernement s'attendait à beaucoup mieux. Ces Canadiens s'attendaient à voir leur sort s'améliorer. Ils espéraient pouvoir s'acquitter de leurs obligations financières un peu plus facilement aujourd'hui qu'il y a quelques années. Les Canadiens ne sont pas irréalistes et ils ne s'attendent pas à des miracles du jour au lendemain. Cependant, il s'attendaient à une certaine amélioration de leur situation. De fait, ils ont eu droit à une énorme augmentation d'impôts. On pourrait dire que c'était juste si on pouvait conclure que tous doivent payer plus d'impôts parce que nous devons alléger le pénible fardeau de dette que nous a imposé le gouvernement libéral antérieur. Il est évident que ce gouvernement a créé une énorme dette. On pourrait soutenir qu'il est juste que tous paient plus d'impôts parce que nous devons alléger ce fardeau. Mais est-ce juste?

Alors que la famille canadienne moyenne doit payer 1 350 \$ de plus par an en impôts, les Canadiens fortunés se voient accorder un allègement fiscal grâce à la modification de l'exonération à vie pour gains en capital. Le contribuable dont la propriété augmente en valeur de 0,5 million de dollars n'a pas à payer d'impôt sur ce gain. Par conséquent, les riches bénéficient d'un allègement fiscal. Au même moment, les familles canadiennes ordinaires voient leurs impôts augmenter. C'est injuste, à mon avis. Je prétends que le Canadien moyen considère que cette méthode de taxation est injuste. Les Canadiens reconnaissent qu'ils doivent payer les services qu'on leur fournit mais ils estiment que chacun doit payer sa juste part et que lorsqu'ils sont frappés de fortes hausses d'impôts tandis que les Canadiens nantis bénéficient d'un dégrèvement, le régime est injuste.

Une autre injustice fiscale véhiculée par ce budget concerne les Canadiens qui sont pauvres, à savoir le cinquième au moins de la population canadienne. Évidemment, nous pourrions facilement débattre du nombre exact de ceux qui sont pauvres ou du nombre exact de ceux qui ne le sont pas, mais je crois qu'on s'entend en général pour dire que le cinquième au moins de la population vit sous le seuil de la pauvreté, et encore c'est là une évaluation modeste. Ce qui est remarquable, c'est que les personnes et les familles les plus pauvres au Canada doivent payer de l'impôt sur des revenus équivalant à moins de la moitié du seuil de pauvreté. On peut donc non seulement vivre sous le seuil de la pauvreté et toucher un revenu qui ne suffit pas à satisfaire à ses besoins essentiels, mais on peut encore être tenu de payer de l'impôt. Des personnes qui vivent vraiment dans une situation difficile n'en sont pas moins obligées de payer des impôts. Il me semble injuste de demander à des gens qui gagnent la moitié moins de ce qu'ils gagneraient s'ils se trouvaient au seuil de la pauvreté de payer des impôts, alors que de riches Canadiens, qui touchent d'importants gains de capital, se voient exonérés d'impôt. C'est injuste. Lorsqu'un budget ne prévoit rien pour remédier à ce genre de situation, on peut à juste titre le qualifier de budget d'inaction.

Les Canadiens ne sont pas uniquement préoccupés par leurs compatriotes pauvres. Ils s'inquiètent du sort de tous les pauvres, car ils ont un sens de la justice et de la compassion. En fait, au cours de la campagne électorale, le premier ministre (M. Mulroney) actuel a parlé de la compassion des Canadiens et a vraiment cherché à se gagner l'appui des Canadiens en laissant entendre qu'il partageait ce sentiment. Mais qu'ont fait les conservateurs dans leur budget? Ils ont réduit le montant de l'aide officielle au développement de 150 millions de dollars pour l'année en cours. Ils ont réduit le montant de l'aide destinée aux pays les plus pauvres au monde. C'est injuste. Nous nous rappelons tous la terrible famine qui a sévi en Éthiopie. Nous nous rappelons les images frappantes d'enfants affamés à la télévision. Les Canadiens ont réagi en y allant de leur poche. Il faut dire à l'honneur du gouvernement que ce dernier a également réagi à cette crise. Toutefois, il faut prendre des mesures permanentes pour faire face à ce genre de situations. Autrement dit, il faut accorder une plus haute priorité à l'aide que nous offrons au tiers monde. Je dis «priorité» car le Canada peut mobiliser les fonds nécessaires à ses programmes et en même temps disposer de suffisamment de revenus pour l'aide internationale, pour contribuer à assurer une plus grande justice dans le monde.

• (1600)

En fait, dans le budget à l'étude, le gouvernement réduit les fonds consacrés à l'aide au développement. En effet, il a modifié sa politique en matière de programmes d'aide au développement qu'il aurait pu entreprendre. Il aurait pu accepter certaines recommandations de longue date émanant des organismes chargés du développement selon lesquels l'aide doit être opportune. Autrement dit, lorsqu'on applique une programme d'aide dans un pays donné, les ressources doivent correspondre aux objectifs du pays et non aux nôtres en fonction de notre développement économique ou du genre de produits que vendent nos sociétés. Il a déjà été prouvé que l'on ne doit pas offrir de l'aide à un autre pays en fixant comme condition qu'il achète des biens au Canada. Cela revient à ne plus aider le pays du